

# Document

## Perspectives pour l'économie mondiale 2010

### Politiques pour les pays en développement

(source : Banque mondiale)

**21 janvier 2010**

Bien que la crise financière soit derrière nous et que la reprise économique mondiale semble en cours, les autorités et les institutions financières internationales doivent encore faire face à de nombreux défis, au premier rang desquels figure la gestion du retrait des mesures de relance budgétaires et monétaires qui ont largement permis d'éviter une crise beaucoup plus grave.

Le bon timing du resserrement des politiques budgétaires et monétaires sera essentiel pour ne pas tuer la reprise dans l'œuf. Il convient également de tenir compte du fait que des conditions monétaires et budgétaires trop accommodantes dans les pays à revenu élevé pourraient engendrer des conditions dangereuses dans les pays en développement. On constate déjà que les très faibles taux d'intérêt appliqués dans les pays à revenu élevé encouragent des opérations de portage qui risquent de promouvoir des entrées de capitaux déstabilisantes vers les pays en développement, favorisant ainsi la création de nouvelles bulles spéculatives et les conditions d'une future crise. Pour les pays en développement, la gestion du redressement des flux de capitaux est un défi de taille. Une plus grande flexibilité des taux de change pourrait être nécessaire pour éviter de nouvelles bulles sur le prix des actifs. Si ces entrées de capitaux se maintiennent et qu'elles sont consacrées à des investissements productifs, elles pourraient représenter une aubaine pour les pays en développement (voir l'analyse au chapitre 2). Toutefois, si elles dépassent la capacité d'absorption de ces pays ou qu'elles sont réduites brutalement, les conséquences pourraient être dramatiques.

Au vu de la faible croissance et des ajustements associés dans la sphère réelle prévus à moyen terme (voir les chapitres 2 et 3), les politiques gouvernementales devraient privilégier des stratégies de croissance visant à optimiser la productivité. En particulier dans les pays à faible revenu, ces stratégies pourraient s'attaquer simultanément à plusieurs problèmes structurels sous-jacents tels que la qualité des institutions, la réforme des réglementations et l'ouverture, autant de facteurs essentiels pour promouvoir une accélération de la croissance de la productivité. Si ces politiques réussissent à générer une production et des recettes gouvernementales supplémentaires, les dépenses associées seront alors plus viables que les dépenses plus traditionnelles. Les pays bénéficiant d'une marge de manœuvre budgétaire suffisante pourraient chercher à mettre en place des mesures visant à réduire les goulots d'étranglement (dans l'infrastructure). Si elles sont orientées judicieusement en faveur du capital humain et physique, ces mesures pourraient permettre à un pays de se positionner pour mieux profiter de la reprise mondiale lorsqu'elle se concrétisera grâce à une meilleure exploitation de ses avantages compétitifs existants et à la création de nouveaux avantages.